

Rassemblement CFDT - CGT- UNSA, dans le cadre de l'initiative de la CES
Paris, le 19 juin 2013
Intervention de Thierry LEPAON au nom des trois organisations

Bonjour à vous toutes et tous,

Au nom des organisations syndicales françaises membres de la CES qui ont appelé à ce rassemblement, je tiens à vous remercier de votre présence, comme je tiens également à saluer l'ensemble des salariés qui, en Europe, se sont mobilisés et se mobilisent, dans le cadre de la semaine d'action de la Confédération européenne des syndicats à partir d'une exigence : changer de cap, contre les politiques d'austérité. Alors que l'Union européenne et les Etats membres continuent à mener des politiques d'austérité, nous voulons ainsi peser partout en Europe avant le Conseil européen des 27 et 28 juin pour que celui-ci effectue un vrai changement de cap et de stratégie en donnant la priorité à la croissance et à l'emploi.

Les politiques d'austérité, injustes socialement, font la démonstration de leur inefficacité. Leurs effets s'appellent inégalités croissantes, augmentation de la pauvreté et de l'exclusion, explosion du chômage et de la précarité de l'emploi qui touchent tout particulièrement les jeunes.

Elles conduisent à une récession économique et industrielle qui fragilise l'Europe et tous les Etats.

Si les politiques économiques coordonnées sont nécessaires pour assainir les finances publiques, nos organisations syndicales considèrent cependant avec la CES qu'il est urgent de mettre fin à des coupes injustes dans les dépenses publiques qui contribuent à

augmenter le chômage, les inégalités, la pauvreté. Elles dégradent les services publics et aggravent au final la récession.

Il faut mettre fin aux politiques qui mènent à une concurrence entre Etats de l'Union européenne et entre salariés européens, que ce soit en matière de droits du travail, de salaires, de temps de travail, de sécurité sociale, d'impôts ou d'environnement. Ces politiques poussent de plus en plus de salariés, non seulement à douter de l'Europe mais à s'en éloigner. Elles alimentent les replis nationaux, les discours populistes et tous les extrémismes.

A cette Europe de la mise en concurrence des salariés, nous opposons celle de la coopération et de la solidarité en matière sociale, économique, industrielle et culturelle.

Oui, il faut d'urgence changer de cap en Europe. Avec un contrat social pour l'Europe porté par la CES et par l'ensemble des organisations qui la composent, nous affirmons qu'il est temps de mettre le développement de l'emploi de qualité au cœur d'une nouvelle politique de croissance durable, au cœur d'une nouvelle stratégie européenne, au cœur d'un projet européen dynamique, ambitieux, visant le progrès social.

Nous nous prononçons en faveur d'une politique d'investissement favorisant une croissance et des emplois durables, permettant de lutter contre le chômage à travers un Plan de relance européen à hauteur de 1 à 2 % du PIB européen.

Nous voulons que la priorité soit donnée aux mesures qui favorisent la création d'emplois, les salaires et la qualité de la vie au travail.

Nous voulons que l'Europe et les Etats membres investissent dans des politiques qui permettent le développement économique et social, telles que l'éducation et la formation, l'amélioration des aptitudes et des compétences des salariés, de meilleures conditions de recherche et de développement.

Nous voulons des mesures permettant de mettre fin à la concurrence en matière de salaires et de conditions de travail.

Nous voulons que la fiscalité soit partie intégrante des politiques européennes afin de combattre la concurrence fiscale, la fraude et l'évasion fiscales, les paradis fiscaux.

Nous voulons que soient garantis le dialogue social, la place des partenaires sociaux et de la négociation.

Voilà le sens du contrat social pour l'Europe que nous revendiquons avec la CES.

Cela doit notamment se traduire par l'instauration d'un salaire et de revenus minimums dans chaque état européen et par la mise en œuvre d'initiatives en faveur de l'emploi des jeunes afin que ceux-ci ne soient pas la génération sacrifiée. Cette volonté de voir l'emploi des jeunes devenir une priorité effective, nous irons la manifester en commun avec nos camarades allemands et le Comité des jeunes de la CES, le 3 juillet prochain à Berlin.

La dimension sociale de l'Europe doit maintenant faire partie intégrante de la gouvernance économique et budgétaire. Dans cet objectif, les organisations syndicales doivent être associées, aux niveaux national et européen, aux différentes étapes des processus d'élaboration des politiques au sein de la gouvernance européenne.

Voilà ce que, avec Bernadette SEGOL, Secrétaire générale de la CES, que je salue ici, nous irons dire tout à l'heure au président de la République dans la perspective du Conseil européen des 27 et 28 juin prochain qui doit traiter de la dimension sociale de l'Union économique et monétaire, y compris le dialogue social.

Voilà ce que nous demandons au Président de la République de porter au nom de la France à ce Conseil européen.

Voilà ce que demain nous porterons aussi à la Table ronde sur l'Europe de la Conférence sociale.

Voilà ce que nous devons très largement porter auprès des salariés. Il ne s'agit pas en effet, comme certains voudraient le faire croire, d'« être pour ou contre l'Europe ». Car oui les salariés ont besoin d'Europe parce que chaque pays séparément, en concurrence avec tous les autres, ne pourra pas relever les défis de l'investissement, de la croissance et de l'emploi. Oui les salariés ont besoin d'une Europe qui fasse du social une dimension prioritaire. Et c'est celle-ci que nous défendrons bec et ongles avec l'ensemble des organisations syndicales de la CES.■